

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'ÉDITO :

Chers lecteurs,

Nous voici en février 2024, et **le monde continue d'être le théâtre de bouleversements géopolitiques et de développements économiques** qui ont des répercussions sur le commerce international. Dans cette édition de "L'Écho des Sanctions", **nous vous tenons informés des dernières actualités et tendances dans le domaine des sanctions, ainsi que de leur impact sur les acteurs économiques du monde entier.**

Ce mois-ci, nous observons **la réponse stratégique de la Chine aux ventes d'armes américaines à Taïwan**, illustrant la montée en puissance des sanctions comme outil de politique internationale. Parallèlement, nous examinons **les développements autour des sanctions contre la Russie**, témoignant d'une intensification des restrictions commerciales. **Les sanctions de l'OFAC** contre des institutions financières pour non-conformité soulignent l'importance de la diligence réglementaire. **La décision de la Turquie de sanctionner Israël** révèle, quant à elle, le potentiel des sanctions en tant qu'instruments diplomatiques.

Comme d'habitude, **cette édition inclut également un guide des sanctions contre la Russie, proposant un compendium des sanctions internationales et des règlements actuels.** Pour rester à jour avec les développements les plus récents dans le domaine des sanctions internationales, **nous travaillons actuellement à la mise en place d'une liste de diffusion.** Vous pouvez vous inscrire en cliquant sur ce lien : [lien d'inscription](#).

Nous vous remercions de votre fidélité à "L'Écho des Sanctions".



ARNAUD BOSSY CASTERET 

Co-coordonateur du club droit de l'AEGE et rédacteur de cette veille.

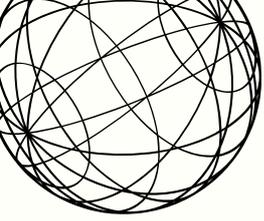
Étudiant à l'École de Guerre Économique en MBA RSIC (Risques, Sûreté International et Cybersécurité).



L'UE SANCTIONNE LE PRINCIPAL PRODUCTEUR DE DIAMANTS RUSSE DANS LE CADRE DE L'AGRESSION CONTRE L'UKRAINE - 03/01/2024

L'Union européenne a récemment intensifié ses mesures de rétorsion contre la Russie, en réponse à l'agression militaire continue de ce pays contre l'Ukraine. Dans cette optique, le Conseil de l'UE a pris la décision significative d'ajouter PJSC Alrosa, le principal producteur de diamants en Russie, ainsi que son PDG, Pavel Alekseevich Marinychev, à sa liste de sanctions. Alrosa n'est pas une entreprise ordinaire dans le secteur des diamants ; elle domine largement l'industrie russe, étant responsable de plus de 90% de la production de diamants du pays. Cette sanction fait suite à une mesure déjà en place depuis le 1er janvier 2024, qui interdit l'importation de diamants naturels et synthétiques non industriels provenant de Russie ou exportés par ce pays vers l'UE.

[Lien vers le communiqué de l'union européenne.](#)



FÉVRIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



NUDAY, UNE ASSOCIATION CARITATIVE AMÉRICAINE, CONDAMNÉE POUR EXPORTATIONS ILLÉGALES EN SYRIE - 28/12/2023

L'organisation caritative américaine NuDay a été condamnée à cinq ans de probation et à une amende de 25 000 dollars par un tribunal de district des États-Unis pour avoir envoyé plus de 100 cargaisons de biens humanitaires, d'une valeur de plus de 100 millions de dollars, en Syrie, tout en déclarant faussement que la destination finale était la Turquie. NuDay a également minoré artificiellement la valeur des biens pour rester en dessous du seuil de déclaration de 2500 dollars. Selon le communiqué de presse du Département de la Justice des États-Unis, Nadia Alawa, présidente de NuDay, était consciente de la nécessité d'obtenir des licences d'exportation mais a choisi de les ignorer. En tant que condition de l'accord de plaidoyer, Alawa et sa famille se sont retirées de l'association.

Département de la Justice des États-Unis - District du New Hampshire.



L'ONU MET À JOUR LES LISTES DE SANCTIONS CONTRE L'ISIL (DA'ESH), AL-QAIDA ET LA RPDC - 05/01/2024

Les Nations Unies ont récemment amendé sept entrées de leur liste de sanctions contre l'ISIL (Da'esh) et Al-Qaïda, en ajoutant des informations supplémentaires sur certains individus et entités. De même, deux entrées de la liste de sanctions de la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC) ont été modifiées, avec des détails d'identification supplémentaires. Ces mises à jour s'inscrivent dans le cadre des efforts continus de l'ONU pour maintenir l'efficacité et la pertinence de ses mesures de sanctions.

Communiqués de presse des Nations Unies - Amendements de la liste de sanctions ISIL (Da'esh) et Al-Qaïda et Amendements de la liste de sanctions de la RPDC.



LA CHINE SANCTIONNE CINQ ENTREPRISES AMÉRICAINES DE DÉFENSE EN RÉPONSE AUX VENTES D'ARMES AMÉRICAINES À TAIWAN - 07/01/2024

Le ministère des Affaires étrangères de Chine a annoncé des sanctions contre cinq entreprises américaines de défense en vertu de sa loi anti-sanctions étrangères. Les mesures comprennent le gel des biens de ces entreprises en Chine et l'interdiction pour les organisations et les individus chinois de réaliser des transactions et de coopérer avec elles. Les entreprises concernées sont BAE Systems Land and Armament, Alliant Techsystems Operation, AeroVironment, ViaSat et Data Link Solutions. Ces sanctions font suite à des ventes d'armes américaines à Taiwan et à des sanctions américaines contre des entreprises et des individus chinois.

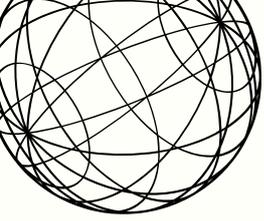
Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine.



MISE À JOUR DE LA LISTE DES SANCTIONS DE L'ONU CONTRE L'ISIL (DA'ESH) ET AL-QAIDA - 10/01/2024

Les Nations Unies ont actualisé 14 entrées de leur liste de sanctions ciblant l'ISIL (Da'esh) et Al-Qaïda. Cette révision inclut la mise à jour des informations d'identification et l'enrichissement des déclarations de motifs et d'autres informations pertinentes.

Communiqué de presse des Nations Unies - Mise à jour de la liste des sanctions de l'ONU contre l'ISIL (Da'esh) et Al-Qaïda.



FÉVRIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



UN BOEING 747 VÉNÉZUÉLIEN TRANSFÉRÉ AUX ÉTATS-UNIS SUITE À UNE DÉCISION JUDICIAIRE ARGENTINE - 08/01/2024

Un tribunal fédéral argentin a approuvé, le 4 janvier 2024, le transfert aux États-Unis d'un Boeing 747 d'origine américaine immobilisé. L'avion, qui aurait été transféré de la compagnie aérienne iranienne désignée par les États-Unis, Mahan Air, à la société mère de la compagnie aérienne vénézuélienne Emtrasur en octobre 2021, aurait enfreint les contrôles à l'exportation américains. Il était immobilisé à l'aéroport de Buenos Aires depuis juin 2022.

Airport Technology - [Transfert du Boeing 747 d'Emtrasur à l'US suite à la décision du tribunal argentin.](#)



L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE RUSSE DÉFIE LES SANCTIONS OCCIDENTALES PAR DES RECORDS DE FORAGE - 10/01/2024

Selon Bloomberg, l'industrie pétrolière russe est en passe d'atteindre des records de forage pour la deuxième année consécutive, malgré les sanctions occidentales. Les projections indiquent un forage dépassant 30 000 kilomètres d'ici fin 2023, un niveau inédit depuis l'ère soviétique. Cependant, les sanctions affectant l'importation de certains composants pourraient augmenter les coûts de production et réduire la rentabilité à long terme.

[consulter l'article original sur OGV Energy.](#)



SINGAPOUR PROPOSE UNE NOUVELLE LOI DE RENFORCEMENT DU CONTRÔLE SUR LE FINANCEMENT D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE - 10/01/2024

Singapour propose une loi visant à renforcer le contrôle sur le financement des armes de destruction massive. Cette initiative répond aux nouvelles exigences du Groupe d'action financière (GAFI), un organisme mondial de surveillance du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, dont Singapour assure actuellement la présidence. Le projet de loi prévoit des modifications des lois existantes pour évaluer et atténuer les risques liés au financement de la prolifération. Des praticiens du droit, des prêteurs sur gages et des prêteurs seront impliqués dans la prévention de ce type de financement.

[Consulter l'article sur Singapore Law Watch : Singapore proposes law to tighten controls over financing weapons of mass destruction.](#)



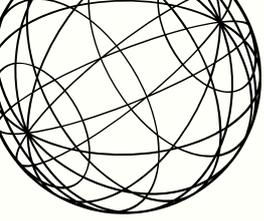
LES ÉTATS-UNIS SANCTIONNENT DES ENTITÉS RUSSES ET INDIVIDUS LIÉS AUX TRANSFERTS DE MISSILES BALISTIQUES DPRK - 11/01/2024

Le Département d'État américain a désigné trois entités russes, un individu et quatre avions impliqués dans le transfert et les tests de missiles balistiques DPRK (République populaire démocratique de Corée) pour une utilisation par la Russie contre l'Ukraine.

Les entités incluent la Joint Stock Company the 224th Flight Unit State Airlines et son Directeur Général, Vladimir Vladimirovich Mikheychik, ainsi que le Vladimirovka Advanced Weapons and Research Complex et l'Ashuluk Firing Range, tous deux des installations militaires russes liées aux essais de missiles.

Les missiles DPRK (République populaire démocratique de Corée) font référence aux missiles développés et produits par la Corée du Nord.

[Lien vers le communiqué de l'OFAC.](#)



FÉVRIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



PRÉVISION DES SANCTIONS POUR 2024 CONTRE LA RUSSIE - 08/01/2024

D'après l'analyse de cet article, nous pouvons nous attendre à plusieurs développements dans la politique de sanctions contre la Russie en 2024. Ces prévisions sont basées sur les décisions politiques actuelles et les tendances observées dans le domaine des sanctions internationales.

1. Expansion des sanctions de blocage : Il est prévu que le nombre d'individus et d'entités russes déjà soumis à des sanctions de blocage augmente encore en 2024. Cela signifierait que davantage d'actifs appartenant à ces personnes seraient gelés dans les juridictions des pays initiateurs des sanctions.
2. Extension des sanctions commerciales : Cela pourrait se traduire par l'élargissement des listes de biens industriels, ou de luxe interdits à l'importation en Russie, ainsi que par l'interdiction de l'exportation de produits d'origine russe depuis des pays tiers.
3. Confiscation des actifs : La confiscation des actifs de personnes russes bloquées et leur transfert vers l'Ukraine pourraient devenir plus courantes en 2024. Cette pratique, déjà en place au Canada, pourrait se répandre dans d'autres pays. De plus, il est possible que des revenus provenant des actifs souverains russes dans les juridictions des pays initiateurs des sanctions soient également saisis pour compenser les pertes subies par les citoyens de l'UE en Russie.
4. Pression sur les entreprises de pays tiers : Les pays occidentaux pourraient intensifier leurs efforts pour dissuader les entreprises de pays tiers de coopérer avec la Russie, en particulier dans les domaines des approvisionnements industriels et de la coopération technologique. Cela pourrait se traduire par des sanctions secondaires contre les entités et individus de pays tiers qui contournent les contrôles à l'exportation et d'autres régimes de sanctions en travaillant avec la Russie.

[Modern Diplomacy - Is It Possible to Predict Sanctions for 2024? Yes, Quite Easily.](#)



MALGRÉ LES SANCTIONS, L'IRAN PROGRESSE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE MISSILES BALISTIQUES - 10/01/2024

L'Iran a avancé dans son programme de missiles balistiques sur 40 ans malgré les sanctions. Des attaques récentes en Syrie, en Irak et au Pakistan remettent en lumière ces capacités. Les missiles iraniens, de diverses portées, sont majoritairement produits localement. Les sanctions n'ont fait que ralentir et renchérir le programme, sans l'éliminer. L'arsenal iranien, dont la quantité exacte est inconnue, inclurait potentiellement des missiles capables de transporter des armes nucléaires, bien que l'Iran nie chercher à acquérir de telles technologies.

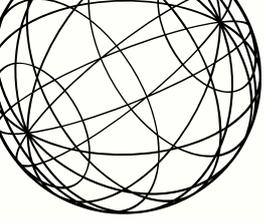
[Consulter l'article sur Singapore Law Watch : Singapore proposes law to tighten controls over financing weapons of mass destruction.](#)



UN MOLLAH INFLUENT DE TÉHÉRAN CRITIQUE L'UTILISATION DES FONDS NATIONAUX - 10/01/2024

Hassan Aboutorabi-Fard, mollah et Imam de la prière du vendredi à Téhéran, a révélé que le gouvernement iranien n'a pas restitué 100 milliards de dollars prélevés sur le Fonds National de Développement de l'Iran (NDF), représentant les deux tiers du fonds de réserve total du pays, estimé à 150 milliards de dollars. Aboutorabi-Fard, membre influent du cercle rapproché du Guide suprême Ali Khamenei, a également critiqué l'économie iranienne basée sur le pétrole et a souligné la nécessité d'une transition vers une économie axée sur la connaissance et la technologie.

[consultez l'article original sur Iran International.](#)



FÉVRIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



SANCTIONS CONTRE LLC LANEKSS POUR FOURNITURE DE THÉ RUSSE DANS LE SYSTÈME D'APPROVISIONNEMENT ÉTATIQUE LETTON - 18/01/2024

LLC Lanekss, une entreprise russe, a été sanctionnée par les autorités lettones pour avoir fourni du thé russe au Système d'Approvisionnement Électronique (EIS), en violation des réglementations européennes. LTV, le diffuseur d'État letton, a révélé cette violation. C'est le premier cas de violation depuis l'adoption de la réglementation en avril 2022, et cela pourrait entraîner des sanctions internationales et nationales avec des responsabilités pénales en Lettonie.

[Lien vers l'article de Latvian Public Broadcasting.](#)



CRIMES HIGH-TECH EN ASIE : CYBERARNAQUES ET CASINOS EN LIGNE GÉNÈRENT DES MILLIARDS - 18/01/2024

La montée de la criminalité transnationale en Chine et en Asie du Sud-Est est exacerbée par l'essor des casinos en ligne illégaux, des réseaux bancaires souterrains et l'utilisation croissante de la cryptomonnaie pour des transactions illicites. Les triades chinoises sont particulièrement actives dans le blanchiment d'argent à travers ces casinos, alimentant ainsi une économie illégale florissante. La Chine tente de réprimer ces activités criminelles, mais la cybercriminalité persiste en raison de l'ingéniosité des criminels. Parallèlement, les États-Unis font face à une augmentation de la criminalité financière, tandis que la Thaïlande envisage d'ouvrir des casinos, ce qui pourrait attirer davantage de criminalité organisée si des mesures de sécurité adéquates ne sont pas mises en place pour contrôler cette montée de la criminalité.

[Lien vers l'article de First Post.](#)

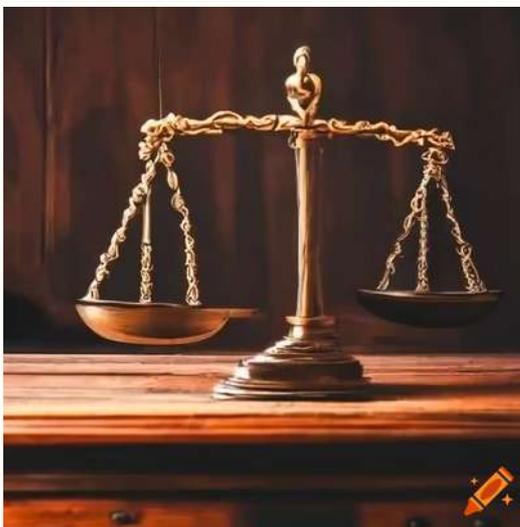


OFAC PUBLIE UN TUTORIEL VIDÉO SUR L'UTILISATION DE L'OUTIL DE RECHERCHE DES LISTES DE SANCTIONS - 19/01/2024

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) a publié une vidéo tutorielle expliquant comment utiliser l'Outil de Recherche des Listes de Sanctions de l'OFAC et les étapes recommandées pour évaluer une éventuelle correspondance avec les listes de sanctions de l'OFAC. Cette vidéo fait partie de la série "OFAC Basics" et accompagne la série "Introduction à l'OFAC" disponible sur le site Web de l'OFAC.

[Lien vers le communiqué de l'OFAC.](#)

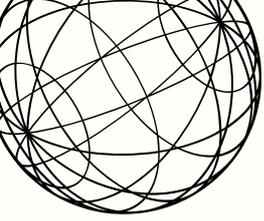
[Lien vers la vidéo de présentation de l'OFAC.](#)



INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA (ICBC) CONDAMNÉ À UNE AMENDE DE 30 MILLIONS DE DOLLARS PAR L'ÉTAT DE NEW YORK POUR DES DÉFICIENCES EN MATIÈRE DE CONFORMITÉ AUX NORMES BSA/AML ET DE CONTRÔLE DES SANCTIONS - 19/01/2024

La Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) a écopé d'une amende de 30 millions de dollars de la part du Département des Services Financiers de l'État de New York (NYSDFS) en raison de lacunes dans ses programmes de conformité aux normes BSA/AML et de contrôle des sanctions dans sa succursale de New York. Ces problèmes remontent à 2018, et bien que certaines améliorations aient été apportées en 2023, l'ICBC doit également élaborer un plan détaillé pour renforcer sa conformité.

[Lien vers le communiqué.](#)



FÉVRIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



LE ROYAUME-UNI DÉSIGNE HIZB UT-TAHRIR COMME ORGANISATION TERRORISTE - 19/01/2024

Le Royaume-Uni a désigné Hizb ut-Tahrir comme organisation terroriste en vertu de la loi sur le terrorisme de 2000 (Ordre de 2024 sur les organisations interdites) (Débat à la Chambre des communes ; Débat à la Chambre des lords). Hizb ut-Tahrir est une organisation politique islamiste sunnite internationale fondée à Jérusalem en 1953, avec son siège actuel à Beyrouth, au Liban. Selon le gouvernement britannique, plusieurs articles ont été publiés en ligne sur le site Web central des médias de Hizb ut-Tahrir, célébrant et félicitant l'attaque du 7 octobre 2023 par le Hamas et les événements associés, ce qui constitue une « promotion et un encouragement du terrorisme ».

[Lien vers le communiqué du gouvernement du Royaume Uni.](#)



ALERTE DU UK NCA SUR LES RISQUES DE SANCTIONS DANS LE STOCKAGE D'ŒUVRES D'ART - 20/01/2024

L'Agence Nationale du Crime du Royaume-Uni a émis une alerte concernant les risques de contournement des sanctions pour les industries britanniques liées à la conservation d'œuvres d'art. Cette alerte met en lumière des indicateurs clés tels que les changements de circonstances des clients, les tentatives de transfert rapide d'œuvres d'art, et l'utilisation de structures de fiducie opaques. Elle inclut également des études de cas, comme l'enquête sur un financier du Hezbollah détenant pour 1 million de livres sterling d'œuvres d'art.

[Lien vers le communiqué.](#)



LE PROGRAMME DE MISSILES BALISTIQUES DE L'IRAN AVANCE MALGRÉ LES SANCTIONS - 20/01/2024

Malgré les sanctions internationales, l'Iran a progressé dans son programme de missiles balistiques au cours des 40 dernières années. Récemment, des frappes en Irak, en Syrie et au Pakistan ont attiré l'attention sur ce programme. Les États-Unis et leurs alliés craignent que l'Iran ne développe des missiles nucléaires, mais l'Iran insiste sur son caractère pacifique. Ces missiles jouent un rôle majeur dans la défense et la dissuasion de l'Iran, et le pays vise à améliorer leur précision et leur portée pour l'avenir.

[Lien vers l'article de First Post.](#)

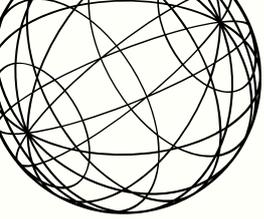


LA TURQUIE IMPOSE DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES À ISRAËL EN RETIRANT LE PAYS DE SA LISTE D'EXPORTATION - 21/01/2024

La Turquie a décidé d'imposer des sanctions économiques à Israël en retirant ce pays de sa liste de destinations d'exportation.

En conséquence, la Turquie cessera de subventionner le commerce et de soutenir les entreprises en coopération financière avec Israël. Cette mesure vise à dissuader les entrepreneurs locaux de faire affaire avec Israël en leur faisant perdre le soutien économique de leur pays. Malgré les tensions liées à la guerre, Israël avait terminé l'année 2023 en 13e position dans la liste des pays cibles d'exportation de la Turquie, avec des marchandises d'une valeur d'environ 5,42 milliards de dollars, représentant environ 2,1 % de toutes les exportations turques.

[Lien vers l'article de 7 Israel National News.](#)



FÉVRIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



FLY BAGHDAD SANCTIONNÉ PAR LES ÉTATS-UNIS POUR AVOIR TRANSPORTÉ DES ARMES EN SYRIE - 23/01/2024

La compagnie aérienne irakienne Fly Baghdad et son PDG ont été sanctionnés par les États-Unis pour avoir prétendument soutenu des groupes miliciens soutenus par l'Irak, au Liban et en Syrie. Les États-Unis affirment que la compagnie aérienne a transporté des armes et du personnel pour des milices opérant en Syrie et en Irak, y compris des combattants irakiens pour soutenir des attaques par procuration de l'Irak contre Israël. Fly Baghdad a également été accusée d'utiliser des cryptomonnaies pour financer des activités terroristes. La compagnie a réfuté les sanctions et a déclaré qu'elles étaient basées sur des informations trompeuses. Deux avions de sa flotte ont été désignés comme biens bloqués en conséquence de ces sanctions.

[Lien vers l'article de Simple Flying.](#)



LE ROYAUME-UNI ET LES ÉTATS-UNIS DÉSIGNENT DES LEADERS HOUTHI - 25/01/2024

Le Royaume-Uni et les États-Unis ont désigné quatre leaders Houthi, selon le FCDO et l'OFAC, en raison de leur implication dans les perturbations du trafic maritime international en mer Rouge (avis du Royaume-Uni, avis des États-Unis) :

- Muhammad Fadl Abd al-Nabi, Commandant des Forces Navales Houthi.
- Muhammad Ali al-Qadiri, Chef de la Force de Défense Côtière Houthi.
- Muhammad Ahmad al-Talibi, Ministre Adjoint de la Défense pour la Logistique et Directeur du Département des Achats.
- Mohamed al-Atifi, Membre de la Défense Houthi.

Cette désignation marque une action coordonnée du Royaume-Uni et des États-Unis pour cibler les dirigeants Houthi responsables des actions ayant un impact sur la sécurité maritime en mer Rouge.

[Lien vers la note de l'OFAC.](#)

[Lien vers la notice du bureau des sanctions du Royaume Uni.](#)



LA LETTONIE CENTRALISE LES ACTIVITÉS LIÉES AUX SANCTIONS AU SEIN D'UNE SEULE AUTORITÉ - 01/2024

À partir du 1er avril 2024, l'Unité de Renseignement Financier (FIU) deviendra l'autorité compétente principale pour les sanctions en Lettonie. Actuellement chargée de lutter contre l'évasion de sanctions, la FIU assumera également, à partir du 1er avril 2024, la responsabilité de l'application des sanctions, de la fourniture de directives et de la collaboration avec le secteur privé et les institutions étrangères.

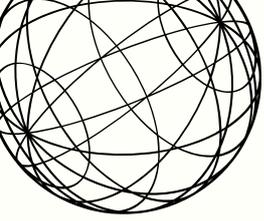
[Lien vers le communiqué de la FIU Lettone.](#)



ACCORD DES PAYS BALTES POUR UNE MISE EN ŒUVRE UNIFORME DES SANCTIONS DE L'UE ET DU CONTRÔLE DES EXPORTATIONS - 01/2024

Les pays baltes adopteront des principes pour gérer les cas de trajectoires de marchandises suspectes, exigeront des documents supplémentaires pour le transit et l'utilisation des marchandises, ainsi que des déclarations renforcées des fabricants et exportateurs pour réduire le risque de contournement des sanctions. Ils inviteront également d'autres États frontaliers à se joindre à leur approche commune en matière de sanctions.

[Lien vers le communiqué du gouvernement Estonien.](#)



FÉVRIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



L'UE PUBLIE UN LIVRE BLANC SUR LA COORDINATION DES CONTRÔLES À L'EXPORTATION - 25/01/2024

La Commission européenne a publié un livre blanc (fiche d'information) analysant la variation actuelle des contrôles à l'exportation dans les États membres de l'UE et faisant des propositions pour favoriser des contrôles uniformes et efficaces dans toute l'UE. Il vise également à ouvrir une discussion avec les États membres, le Parlement européen et les parties prenantes.

Le livre blanc propose :

- L'introduction de nouveaux éléments dans la liste de contrôle de l'UE pour combler les lacunes dans les contrôles qui pourraient être créées par le blocage du processus décisionnel au sein des régimes multilatéraux.
- La création d'un forum de haut niveau pour discuter des développements des contrôles à l'exportation et favoriser une position commune de l'UE.
- L'amélioration de la coordination des listes de contrôle nationales des États membres avant leur adoption (par une approche volontaire).
- L'avancement de l'évaluation du règlement actuel sur les biens à double usage au début de 2025.

[Lien vers le livre blanc.](#)



L'OFAC DÉSIGNE DES ENTITÉS LIÉES À L'IRGC-QF ET À HIZBALLAH POUR SOUTIEN FINANCIER - 26/01/2024

L'OFAC a désigné trois entités et une personne pour avoir fourni un soutien financier crucial à un réseau financier du Corps des gardiens de la révolution islamique iranienne - Force Qods (IRGC-QF) et à Hizballah. Les entités désignées sont Mira Ithracat Ithalat Petrol basée en Turquie, son PDG Ibrahim Talal al-Uwayr, Yara Offshore SAL basée au Liban, et Hydro Company for Drilling Equipment Rental également basée au Liban. Ces entités sont accusées d'acheter, de transporter et de vendre des produits iraniens sur le marché mondial, facilitant ainsi le financement de ces groupes.

[Lien vers le communiqué de l'OFAC.](#)



L'UE MET À JOUR LES FAQ SUR LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS ET LES SANCTIONS VIS-À-VIS DE LA RUSSIE - 26/01/2024

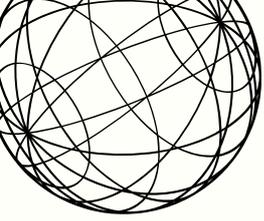
Question : Que doivent faire les acheteurs publics des États membres de l'UE concernant les contrats en cours et les nouveaux contrats ?

Réponse : Les contrats en cours couverts par les sanctions ne peuvent pas être poursuivis et doivent être résiliés. Les acheteurs publics doivent vérifier s'ils ont conclu des contrats publics au-dessus des seuils de passation des marchés de l'UE. Ils doivent également examiner la possibilité d'une implication russe dans ces contrats et demander une déclaration du contractant pour s'assurer qu'il n'y a pas d'implication russe. En cas de doute, des vérifications supplémentaires sont nécessaires pour garantir la conformité avec les sanctions.

Question : Quelle est la relation entre l'article 5k du Règlement (UE) 833/2014 du Conseil (sur la passation des marchés publics) et l'article 2 du Règlement (UE) 269/2014 du Conseil (sur le gel des avoirs) ?

Réponse : Les deux dispositions doivent être respectées, ce qui signifie qu'il faut vérifier leur applicabilité en parallèle. Il suffit qu'une des deux dispositions s'applique pour qu'une action soit interdite."

[Lien vers la version modifiée de la FAQ sur la passation des marchés publics et les sanctions vis-à-vis de la Russie.](#)



JANVIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Vue d'ensemble des sanctions internationales contre la Russie

En cliquant sur les numéros de règlements, vous êtes automatiquement redirigés vers ces derniers. [🔗](#)

Sanctions des Nations Unies

- **Aucune sanction de l'ONU contre la Russie** : La Russie, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, dispose d'un droit de veto sur les sanctions de l'ONU.

Sanctions de l'Union Européenne

- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées imposées suite à l'annexion de la Crimée et à la non-application des accords de Minsk.
- **Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022** : Élargissement des sanctions, touchant environ 1800 individus et entités (interdictions de voyage et gels d'avoirs), et interdictions d'import/export sur une gamme de biens.
- **Réglementations actuelles de l'UE** :
 - a. **(UE) N° 833/2014** - Sanctions sectorielles.
 - b. **(UE) N° 269/2014** - Sanctions ciblées.
 - c. **(UE) N° 692/2014** - Sanctions Crimée & Sébastopol.
 - d. **(UE) N° 821/2021** - Refonte du règlement européen pour les biens à double usage.
 - e. **(UE) 2022/263** - Sanctions sur d'autres territoires ukrainiens spécifiés.

Sanctions du Royaume-Uni

Régulations 2019 (Sanctions) (EU Exit) : Gel d'avoirs, interdictions de voyage, et sanctions sectorielles.
Cibles : Individus et entités impliqués dans la déstabilisation de l'Ukraine ou soutenant le gouvernement russe.

Sanctions des États-Unis

- **Depuis 2012** : Interdictions de voyage contre des officiels russes (Magnitsky).
- **Depuis 2014** : Sanctions sectorielles et ciblées élargies depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.
- **Régimes de sanctions OFAC** :
 - a. **Sanctions liées à l'Ukraine/Russie** : Plusieurs ordonnances exécutives imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.
 - b. **Sanctions pour activités étrangères nuisibles de la Russie** : Ciblant les individus et entités russes impliqués dans diverses activités malveillantes, y compris les secteurs de la technologie et de la défense.

Sanctions des autres pays

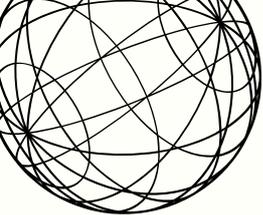
Pologne et République Tchèque : Ces pays ont mis en place des sanctions autonomes en plus des sanctions de l'UE contre la Russie. En avril 2022, la Pologne a adopté une loi sur les sanctions permettant de placer des entités russes sous administration obligatoire. En janvier 2023, la Tchèque a également adopté une loi sur les sanctions, imposant des gels d'avoirs et des interdictions de voyage à des individus non désignés par l'UE.

Australie : L'Australie a imposé des sanctions autonomes en réponse à la menace russe envers la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine depuis 2014, renforcées en 2015 et 2022. Ces sanctions incluent des restrictions à l'exportation et à l'importation, des limitations sur certaines activités commerciales, des gels d'avoirs et des interdictions de voyage.

Canada : Les sanctions canadiennes, imposées en vertu de la Special Economic Measures Act, visent à répondre à la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie, ainsi qu'aux violations graves des droits de l'homme en Russie. Ces sanctions comprennent des gels d'avoirs, des restrictions sur certains secteurs, des contrôles à l'exportation et à l'importation, et des restrictions liées aux services.



Inscrivez vous à notre liste de diffusion en cliquant sur ce lien.



JANVIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

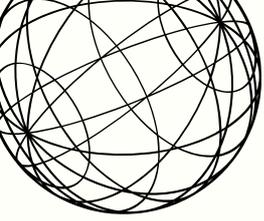
Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Zoom sur les sanctions de l'Union Européenne

- **23 février 2022** : Restrictions d'accès aux marchés des capitaux et services financiers européens pour certaines banques russes, sanctions contre des personnalités politiques russes, y compris les députés de la Douma.
- **25 février 2022** : Interdiction pour les banques de l'UE d'accepter des dépôts supérieurs à 100 000 euros de citoyens russes, restrictions financières contre plusieurs entreprises d'État russes.
- **28 février 2022** : Exclusion de plusieurs banques russes du système bancaire Swift, compliquant leurs transactions internationales.
- **15 mars 2022** : Interdiction de toutes les transactions avec certaines entreprises publiques russes, arrêt de nouveaux investissements dans le secteur de l'énergie en Russie, restrictions commerciales sur le fer, l'acier et les produits de luxe.
- **7 avril 2022** : Embargo sur le charbon russe, fermeture des ports et routes de l'UE aux navires et transporteurs russes, interdiction d'exportation de certains biens de haute technologie vers la Russie.
- **2 juin 2022** : Interdiction majeure sur les importations de pétrole russe par bateau, exemption pour les importations par oléoduc pour certains pays, retrait de la Sberbank du système Swift.
- **21 juillet 2022** : Interdiction d'importer de l'or russe, y compris les bijoux, gel des actifs de la Sberbank dans l'UE, extension de la liste noire de l'UE.
- **6 octobre 2022** : Plafonnement du prix du pétrole russe, interdiction des transactions en cryptomonnaies avec les Russes, interdiction d'importation de produits sidérurgiques russes.
- **16 décembre 2022** : Sanctions contre les exportations de biens et technologies à usage civil et militaire, restrictions dans le secteur minier, élargissement des restrictions dans les secteurs de l'aviation et de l'espace.
- **25 février 2023** : Sanctions contre 121 nouvelles personnes et entités, restrictions supplémentaires à l'exportation et à l'importation de certains biens.
- **23 juin 2023** : Interdictions d'exportation de semi-conducteurs, restrictions sur l'accès aux ports et écluses de l'UE pour certains navires, ajout de plusieurs entreprises à la liste des entités sanctionnées.
- **18 décembre 2023** : Le 12ème paquet de sanctions inclut une interdiction progressive des importations de diamants russes, des restrictions supplémentaires sur les échanges commerciaux, et des mesures contre le contournement des sanctions. Les règles deviennent plus strictes pour l'achat de pétrole russe et un contrôle des transferts financiers importants de la Russie, une interdiction sur l'importation de gaz de pétrole liquéfié et certains produits métalliques, et augmente le nombre de personnes et entités russes visées par des gels d'avoirs.

Orientations générales du Conseil européen, de la Commission européenne et du Parlement européen

- [La carte des sanctions de l'union européenne](#)
- [Lignes directrices du Conseil européen en matière de sanctions](#)
- [Fiche d'information du Conseil européen sur les mesures restrictives](#)
- [Conseil européen "Procédure d'adoption et de réexamen des sanctions de l'UE" \(en anglais\)](#)
- [Conseil européen Bonnes pratiques de l'UE pour une mise en œuvre efficace des mesures restrictives](#)
- [FAQ consolidé de la commission européenne sur l'application des réglementations \(EU\) 833/2014 et 269/2014 \(EN\)](#)
- [Commission européenne "Questions fréquemment posées : mesures restrictives \(sanctions\)" \(EN\)](#)
- [Parlement européen "Mesures restrictives affectant les droits des personnes suite à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne"](#)
- [Recommandation du Parlement européen au Conseil sur une politique cohérente à l'égard des régimes à l'encontre desquels l'UE applique des mesures restrictives](#)
- [Note d'orientation de la Commission européenne et du SEAE sur le devoir de diligence des entreprises de l'UE face au risque de travail forcé dans le cadre de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement](#)



JANVIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.

Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

Régimes de sanctions concernant les armes chimiques

L'Union Européenne :

L'UE a adopté le [règlement \(UE\) 2018/1542](#) du Conseil et la [décision \(PESC\) 2018/1544](#) du Conseil en octobre 2018 pour établir un nouveau régime de sanctions visant à lutter contre l'utilisation et la prolifération des armes chimiques.

Le 13 octobre 2022, l'UE a prolongé ses sanctions contre les armes chimiques pour un an, ciblant un total de 15 individus et 2 entités. Ces mesures sont mises en œuvre via le [Conseil de Régulation de l'UE 2022/1936](#), qui modifie l'Annexe I du [Régime de Sanctions de l'UE 2018/1542](#).

Le Royaume-Uni :

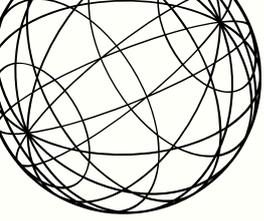
Le [Règlement sur les Armes Chimiques \(Sanctions\) \(Sortie de l'UE\) de 2019](#) est entré pleinement en vigueur le 31 décembre 2020.

Ce régime vise à décourager la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques et encourage la mise en œuvre efficace de la Convention sur les armes chimiques. Il remplace, avec un effet substantiellement similaire, la législation existante de l'UE et les réglementations pertinentes du Royaume-Uni.

Les sanctions ciblées sous ces régimes incluent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour les personnes et entités responsables de, ou fournissant un soutien financier, technique ou matériel à, des activités liées aux armes chimiques. Cela comprend la fabrication, l'acquisition, la possession, le développement, le transport, le stockage ou le transfert d'armes chimiques, leur utilisation, ou la participation à des préparatifs pour leur utilisation.

Contrôle des exportations

1. [Export Control & Export permits in Canada](#)
2. [Export Control Order 2008 : Réglemente l'exportation de biens militaires et à double usage depuis le Royaume-Uni.](#)
3. [Exporter des marchandises du Royaume-Uni : le guide étape par étape](#)
4. [Swiss Export Control Overview](#)
5. [Règlement \(UE\) 2021/821](#) : Réglementation de l'Union européenne relative au contrôle des exportations de biens à double usage.
6. [Directive "Dual-Use" de l'UE](#) : Réglemente les exportations de biens à double usage au sein de l'Union européenne.
7. [International Traffic in Arms Regulations \(ITAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle l'exportation de matériel de défense et de services connexes.
8. [Export Administration Regulations \(EAR\)](#) : Réglementation américaine qui contrôle les exportations de biens et technologies à double usage (civil et militaire).
9. [Commerce Control List](#) : Les produits américains contrôlés au titre des Export Administration Regulations (EAR) sont listés dans la Commerce Control List (CCL).
10. [Fiche du SGDSN sur les règlements à l'export des États-Unis.](#)
11. [The Foreign Trade and Payments Act \(Außenwirtschaftsgesetz - AWG\)](#) & le [Foreign Trade and Payments Ordinance \(Außenwirtschaftsverordnung - AWW\)](#) : Réglementent le commerce extérieur, y compris les exportations de biens militaires et à double usage, depuis l'Allemagne.
12. [Arrangement de Wassenaar](#) : Régime multilatéral qui promeut la transparence et la responsabilité dans le transfert d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage.
13. [Groupe d'Australie](#) : Initiative multilatérale qui vise à empêcher la prolifération des armes chimiques et biologiques en contrôlant l'exportation de substances et technologies associées.
14. [Missile Technology Control Regime \(MTCR\)](#) : Partenariat international qui vise à prévenir la prolifération de systèmes de missiles capables de livrer des armes de destruction massive.
15. [Traité sur le commerce des armes \(TCA\)](#) : Accord international qui réglemente le commerce international des armes classiques.
16. [A Resource Guide to the U.S. Foreign Corrupt Practices Act](#) : Loi américaine sur la prévention de la corruption dans les activités commerciales internationales.



JANVIER 2024

L'ÉCHO DES SANCTIONS

Newsletter mensuelle du club droit de l'AEGE

Le bulletin stratégique sur les sanctions internationales.



Le Compendium des Sanctions : Guide et Sources de Référence

SÉCURITÉ FINANCIÈRE

Personnes Politiquement Exposées

- [Facteurs de risque spécifiques au blanchiment des produits de la corruption du GAFI.](#)
- [Convention des Nations Unies Contre La Corruption.](#)
- [ACPR : publication sur les PEP.](#)
- [Mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.](#)
- [Recueil de fiches pratiques - Bases d'information utiles à l'évaluation de l'intégrité des tiers](#)

La lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme

- [Les 40 Recommandations du GAFI.](#)
- [Guidance on Correspondent Banking du GAFI.](#)
- [Guide méthodologique de l'ACPR sur le processus LCB FT.](#)
- [Directive sur les services de paiement \(DSP2\) dans l'UE.](#)
- [5ème directive anti-blanchiment de l'UE \(Directive \(UE\) 2018/843\).](#)
- [Convention Internationale pour la Répression du Financement du Terrorisme.](#)
- [Lignes Directrices du GAFI sur l'Évaluation des Risques de Financement de la Prolifération.](#)
- [Memento LCB - FT des douanes.](#)
- [Les lignes directrices conjointes.](#)
- [L'État de la menace LCB - FT. Rapport de Tracfin 2023.](#)
- [Sanctions and Anti-Money Laundering Act 2018](#)
- [Règlement \(UE\) 2019/1148 du Parlement européen \(commercialisation de précurseurs d'explosifs\)](#)
- [Lignes directrices conjointes de la Direction Générale du Trésor et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution sur la mise en œuvre des mesures de gel des avoirs.](#)

Evasion fiscale

- [FATCA](#)
- [Directive \(UE\) 2018/822 du Conseil \(DAC6\).](#)
- [Liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.](#)

Crypto-actifs

- [Règlement \(UE\) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil.](#)
- [Règlement \(UE\) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil.](#)
- [Régulation des crypto-actifs en Suisse - article de Orwl.](#)

OUTILS COMPLÉMENTAIRES

- [Trouver des cibles de sanctions et des personnes d'intérêt avec OpenSanctions.](#)
- [Registre national des gels de la DGT.](#)
- [Page sur les sanctions économiques internationales de la DGT.](#)
- [Carte interactive des mesures de restrictions commerciales des douanes.](#)
- [Carte interactive pour suivre en direct la situation des conflits dans le monde.](#)
- [Une base de données détaillée sur les conflits et les manifestations de violence politique dans le monde - Armed Conflict Location & Event Data Project \(ACLED\).](#)
- [Targeted human rights and anti-corruption sanctions resources de l'ONG Human Rights First.](#)



ARNAUD BOSSY CASTERET

Co-coordonateur du club droit de l'AEGE et rédacteur de cette veille.

Étudiant à l'École de Guerre Économique en MBA RSIC (Risques, Sûreté International et Cybersécurité).